RÉPUBLIQUE GABONAISE
Union-Travail-Justice

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1996

RAPPORT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER

COMPTES PRÉVISIONNELS DE LA NATION POUR 1995 ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES POUR 1996

Présenté

au nom du Dr. Paulin OBAME NGUEMA

Premier Ministre

Par M. Marcel DOUPAMBY MATOKA

Ministre des Finances, de l'Économie, du Budget et des Participations

TABLE DE MATIÈRES

TABLE DE MATIÈRES ____ 3
PRESENTATION GENERALE ____ 4
I. PRINCIPALES HYPOTHÈSES DE LA PREVISION ____ 5
II. LES RESULTATS DE LA PREVISION ____ 6
POLITIQUE BUDGETAIRE ____ 7
POLITIQUE MONETAIRE ____ 8
EQUILIBRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES ____ 9
TITRE I -EVALUATION DES VOIES ET MOYENS ____ 10
IMPÔTS SUR LES SOCIETES ____ 11
CHAPITRE 2 : BENEFICES IMPOSABLES ____ 11
SECTION 3 : CHARGES DEDUCTIBLES ____ 11
TITRE III - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ____ 12
CHAPITRE 2 : MODALITÉS DE CALCUL ET PROCÉDURES ____ 12
SECTION 2 : BASE D'IMPOSITION ____ 12
SECTION 4 : DEDUCTION ____ 13
C - LIMITATION DU DROIT A DEDUCTION : PRORATA ____ 13
TITRE IV - DISPOSITIONS DOUANIÈRES ____ 14
TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES ____ 15
ANNEXE 1 : BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT ____ 21
ANNEXE 2 : BUDGET CONSOLIDE DES ADMINISTRATIONS ____ 22
ANNEXE 3 : RECETTES ____ 23
ANNEXE 4 : DEPENSES ____ 24
ANNEXE 5: RECETTES FISCALES ____ 25
ANNEXE 6 : RECETTES NON FISCALES ____ 26
ANNEXE 7 : LISTE DES ENTREPRISES DU PROGRAMME DE PRIVATISATION / DESENGAGEMENT 1996 ____ 27

PRESENTATION GENERALE

Six mois après la mise en oeuvre par le Gouvernement d'un programme triennal d'ajustement économique et financier allant du 1er Juillet 1995 au 30 Juin 1998, l'économie gabonaise a enregistré une évolution relativement satisfaisante en 1995, malgré l'effritement du dollar américain tout au long de l'année. Le Produit intérieur brut s'est accru de 3,2% en termes réels par rapport à l'année précédente, contre une prévision initiale de 2,8%.

Une fois de plus, cette croissance de l'économie est venue presqu'entièrement du secteur exportateur (pétrole , bois, uranium et manganèse). Dans les autres secteurs, l'activité a commencé à connaître un début d'amélioration après la chute profonde observée en 1994 consécutive à la perte du pouvoir d'achat des ménages.

Les indicateurs macro-économiques en progression, et les critères de réalisation du programme atteints, ou dépassés pour certains, traduisent cette embellie , qu'il faut cependant consolidée.

C'est pour tenir compte de cette évolution que le gouvernement est amené à réviser les perspectives et les hypothèses économiques et financières, qui sous-tendent la loi de finances initiale pour 1996 adopté récemment.

Les objectifs dégagés antérieurement restent les même, à savoir :

-réaliser la croissance du PIB réel d' environ 2%

-réduire le taux d'inflation mesuré par l'indice des prix des 125 articles autour de 3%;

-contenir le déficit global de la balance des paiements;

-renforcer la gestion des ressources publiques;

-accélérer la restructuration des entreprises publiques.

I. PRINCIPALES HYPOTHÈSES DE LA PREVISION

L'essentiel des modifications des hypothèses portent sur la production pétrolière, le prix du baril et le taux de change du dollar américain.

En ce qui concerne la production pétrolière, elle est revue à la hausse d'environ 5,17% par rapport à la loi de finances initiale, compte tenu des réalisations de 1995.

S'agissant du taux de change du dollar US et du prix du baril de pétrole, les hypothèses ont été revues à la baisse conformément au contexte international.

	Années				
	Résultats 1993	Résultats 1994	Estimations 1995	Prévisions initiales 1996	Prévisions revisée 1996
Prix du Pétrole en $ (brent)	15,9	15,08	16,5	16,51	15,7
Taux de change 1$=.....FCFA	282	556	499	505,6	499,4
MATIÈRES PREMIERES					
Exportation Bois (milliards de FCFA)	**67,0**	**171,0**	**173,0**	**173,0**	**173,0**
Okoumé	62,7	156,9	160,4	160,4	160,4
Ozigo +divers	4,3	14,1	12,6	12,6	12,6
Exportations Mines (milliards de FCFA)	**50,1**	**80,0**	**85,0**	**101,9**	**82,0**
Manganèse	38,1	62,0	70,0	87,5	68,0
Uranium	12,0	18,0	15,0	14,4	14,0
Production Pétrole (millions de tonnes)	15,6	17,2	18,1	17,4	18,3

II. LES RESULTATS DE LA PREVISION

La croissance de l'économie gabonaise devrait se poursuivre en 1996 a un rythme toutefois moins élevé que celui enregistré un an auparavant. Le PIB pourrait ainsi progressé de 2,4% en terme réel. En raison des incertitudes sur les marchés des matières premières la production des grands produits d'exportation et particulièrement celle du pétrole pourrait restée relativement stable jusqu'à l'horizon 1997.

Variation des biens et services aux prix de 1991

	1994/93	1995/94	1996/95
Pib total	1,1	3,2	2,4
Pib marchand	3,3	3,3	2,3
dont Pib hors pétrole	-4,0	1,8	3,3
Importations totales	-14,2	1,9	4,2
Totale des ressources	-2,9	2,9	2,6
Consommations des ménages	-13,0	-0,2	2,1
Consommations des administrations	-14,8	-1,2	4,3
Investissement total	5,4	1,1	5,2
Exportations	-11,5	-0,1	3,4
Variation des stocks	12,4	7,0	1,4

La croissance viendrait alors essentiellement des activités du secteur hors pétrole. Celle-ci serait stimulée par un regain des exportations (+3,4%) et des importations (+4,2%), par une évolution favorable de la consommation des ménages (+2,1%) en dépit de la modération salariale et du chômage, et enfin par une reprise de la consommation des administrations (+4,3%) et de l'investissement (+5,2%).

POLITIQUE BUDGETAIRE

En la matière, l'objectif reste la réalisation d'un surplus budgétaire primaire afin de réduire graduellement le ratio de la dette publique par rapport au PIB et contribuer ainsi à réaliser une position viable de la balance des paiements.

Dans cette perspective, ce ratio sera porté à 9,6% du PIB avec un excédent du solde global estimé quant à lui à 2,5% du PIB.

Pour ce faire, les dépenses publiques devront être exécutées conformément aux inscriptions budgétaires.

En ce qui concerne les dépenses de solde, la gouvernement réaffirme la nécessité de maintenir les effectifs à 35200 agents civils et militaires, par une politique de recrutement en remplacement numérique. Les agents atteints par la limite d'âge devront d'office être mis à la retraite.

Par ailleurs des mesures de réduction des consommations publiques de téléphone, d'électricité, d'eau et de transport devront être renforcées.

S'agissant des dépenses de transferts, une refonte de la politique d'attribution des bourses devra être entreprise rapidement.

D'une manière générale, le Gouvernement doit porter une attention particulière sur le renforcement du respect des procédures budgétaires.

Quant aux recettes, leur meilleur rendement est subordonné à un effort visant l'élargissement de la base imposable sans aggravation de la pression fiscale.

Dans cet ordre d'idée, le Gouvernement réalise :

-la réorganisation des services fiscaux et douaniers ;

-l'application intégrale des dispositions relatives à la réforme fiscalo-douanière notamment celles portant sur la renégociation des conventions avec les compagnies pétrolières.

POLITIQUE MONETAIRE

En raison du fléchissement constaté de la demande de monnaie en 1995, une expansion de la masse monétaire d'environ 8% est prévue pour 1996.

Cependant, les avances de la Banque Centrale au Trésor continueront d'être contenues dans les limites des avances statutaires.

Les crédits à l'économie quant à eux devraient accroître à un rythme légèrement plus rapide que la croissance du PIB courant non pétrolier prévu pour 1996 à 7,1%.

EQUILIBRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES

Le total des dépenses de fonctionnement s'établit à 333,5 milliards de FCFA, contre 326,3 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Cette augmentation, soit 7,2 milliards de FCFA est affectée aux biens et services.

Les dépenses en capital sont maintenues à 156.3 milliards de francs CFA

S'agissant du service de la dette publique, il est évalué à 343,4 milliards de FCFA contre 334,9 milliards par rapport a la loi de finances initiale, soit une amélioration de notre capacité de remboursement de 8,5 milliards de francs CFA.

Au regard des hypothèses économiques retenues pour 1996, le total des recettes propres s'élèvent à 731,2 milliards de FCFA contre 695,5 milliards dans la loi de finances initiale, soit 35,7 milliards de plus.

La loi de finances initiale dégageait un déficit de 149,7 milliards de francs CFA qui a été totalement rééchelonné.

En définitive, le budget de l'État est équilibré en recettes et en dépenses.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE GABONAISE
UNION - TRAVAIL - JUSTICE

Loi N° 23 / 96
modifiant le budget de l'Etat
Gestion 1996

L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE ;
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT ;
PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE I : - La présente loi prise en application des dispositions de la loi n°4/85 du 27 juin 1985 porte modification de la loi de finances gestion 1996.

TITRE I -EVALUATION DES VOIES ET MOYENS

ARTICLE 2 : Le budget de l'État pour la gestion 1996 est modifié et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **HUIT CENT TRENTE TROIS MILLIARDS DEUX CENT MILLIONS DE FRANCS CFA (833.200.000.000).**

Ces recettes et dépenses sont ventilées en annexes de la présente loi.

TITRE II - DISPOSITIONS FISCALES

Article 3 : Les articles ci-après du code général des impôts directs et indirects et de la loi 1/95 du 24 février 1995 concernant la Taxe sur la valeur ajoutée sont modifiés ou complétés comme suit :

TITRE PREMIER DU CODE GENERAL DES IMPÔTS DIRECTS ET INDIRECTS

IMPÔTS SUR LES SOCIETES

CHAPITRE 2 : BENEFICES IMPOSABLES

SECTION 3 : CHARGES DEDUCTIBLES

"Article 9, A-1 a.2 nouveau : Les rétributions de toute nature versées à l'ensemble des associés des sociétés à responsabilité limitée ou des sociétés de capitaux ou à leur conjoint pour un emploi effectif exercé dans l'entreprise, ne sont admises en déduction des résultats que dans la mesure où elles ne représentent pas un caractère exagéré.

Dans le cas contraire, les rémunérations qui ne correspondent pas à un travail effectif exercé dans l'entreprise ou la fraction des rémunérations qui présente un caractère exagéré seront rapportées au bénéfice de l'entreprise et considérées comme des bénéfices distribués".

TITRE III - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

CHAPITRE 2 : MODALITÉS DE CALCUL ET PROCÉDURES

SECTION 2 : BASE D'IMPOSITION

"Article 11 nouveau: La base d'imposition est constituée par toutes les sommes, valeurs, biens ou services perçus en contrepartie de l'opération, y compris les subventions ainsi que tous les frais, taxes et prélèvements de toute nature à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même.

La base d'imposition est notamment constituée par :

- le montant des marchés, mémoires ou factures pour les travaux immobiliers ;
- la valeur des produits reçus en paiement du bien livré, augmentée éventuellement du montant de la soulte encaissée pour les échanges ;
- toutes les sommes et tous les avantages reçus et, le cas échéant, la valeur des biens incorporés dans l'exécution du service, en ce qui concerne les prestations de services ;
- le prix de revient des biens pour les livraisons à soi-même ;
- la différence entre le prix d'achat et le prix de revente en ce qui concerne le commerce des biens d'occasion ;
- la différence entre le prix total payé par le client et le prix effectif facturé à l'agence de voyage par les entreprises qui exécutent matériellement les services par les clients.

Pour les médicaments, cahiers et livres relevant de la position tarifaire 49.01.10.00 à 49.01.99.00, la base est réduite de 60 %. Cette réfaction ne s'applique pas aux livres à caractère publicitaire et à tout autre document consacré à la promotion d'une entreprise".

SECTION 4 : DEDUCTION

C - LIMITATION DU DROIT A DEDUCTION : PRORATA

''Article 22 nouveau : .Les assujettis qui ne réalisent pas exclusivement des opérations ouvrant droit à déduction sont autorisés à déduire la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les biens et services qu'ils acquièrent par application d'un prorata de déduction. Ce prorata est calculé à partir de la fraction de chiffre d'affaires afférent aux opérations qui ouvrent droit à déduction.

Cette fraction est le rapport entre :

- au numérateur, le montant total des recettes afférentes à des opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée ;

- au dénominateur le montant total des recettes de toute nature réalisées par l'assujetti à l'exception des opérations réalisées pour la fabrication des journaux et périodiques par les imprimeurs".

TITRE IV - DISPOSITIONS DOUANIÈRES

ARTICLE 4 : La surtaxe temporaire à l'importation applicable aux produits des positions tarifaires ci-dessous est ramenée de 30 à 20% comme suit :

Codification	Nature de la marchandise	Taux
0207 10 00	Volaille non découpée en morceaux	20%
0207 21 01	Poulets non découpés en morceaux	20%
0207 21 09	Coqs et poulets non découpés en morceaux	20%
0202 22 00	Dindons et dindes non découpés en morceaux	20%
0207 23 00	Canards, oies, pintades non découpés en morceaux	20%
0207 41 01	Morceaux de poulets congelés	20%
0207 39 00	Autres viandes et abats de volailles	20%
0207 41 02	Abats de poulets congelés	20%
0207 41 09	Morceaux et abats de coqs de poules congelés	20%
0407 00 19	Autres oeufs de volaille	20%
0407 00 90	Autres oeufs d'oiseaux	20%
1101 00 10	Farine de froment	20%
1507 90 00	Huile de soja et ses fractions raffinées	20%
1508 10 00	Huile d'arachide brute	20%
1508 90 00	Huile d'arachide et ses fractions raffinées	20%
1509 90 00	Huile d'olive et ses fractions raffinées	20%
1511 90 00	Huile de palme et ses fractions raffinées	20%
1512 19 00	Huile tournesol et leurs fractions raffinées	20%
1512 29 00	Huile de coton et ses fractions raffinées	20%
1513 19 00	Huile de coco et ses fractions raffinées	20%
1514 90 00	Huile de navette et ses fractions raffinées.	20%
1515 21 00	Huile de maïs brut.	20%
1515 29 00	Huile de maïs et ses fractions raffinées	20%
1515 30 00	Huile de ricin et ses fractions raffinées	20%
1515 40 00	Huile de TUNG et ses fractions raffinées.	20%
1515 50 00	Huile de sésame et ses fractions raffinées	20%
2201 10 10	Eaux minérales	20%
2402 20 00	Cigarettes contenant du tabac	20%
2523 29 00	Autres ciments port land	20%
2710 00 82	Lubrifiants industriels	20%
2710 00 83	Lubrifiants automobiles	20%
3401 11 00	Savons de toilette.	20%
3401 19 10	Savons de ménage	20%

TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 5 : Sont supprimées et rendues caduques dans leur application, les dispositions fiscales et douanières contenues dans les conventions d'établissement des sociétés d'État ou d'économie mixte, dérogatoires au régime de droit commun du code des douanes et du tarif des douanes de l'U.D.E.AC, du code général des impôts directs et indirects et du code de l'enregistrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et du timbre, tant en matière de l'assiette que du taux de l'impôt, droit et taxe.

ARTICLE 6 : L'article 14 de la Loi n° 05 / 93 approuvant le budget de l'Etat gestion 1993 est modifié et complété comme suit:

''Article 14 nouveau: Lorsqu'un agent de l'Etat relève d'un statut qui le rattache au régime général des pension s de l'Etat, et qu'il a dépassé l'âge limite d'emploi de son corps ou de son grade, fixé dans ses textes statutaires sans avoir été l'objet d'un acte de mise à la retraite, le Ministre chargé des finances dresse par arrêté le constat d'admission d'office à la retraite en régularisation de cet agent pour compter de l'âge limite.

Sur leur demande, les agents des corps enseignants occupant effectivement un poste d'enseignement sont toutefois autorisés à terminer l'année scolaire commencée.

Le quantième et le mois de naissance à prendre en considération pour les agents " nés vers " est le premier Janvier de l'année considérée.

Lorsqu'un agent a justifié ou a reconnu des dates de naissance ou des âges différents au cours de sa carrière, l'Administration est fondée à prononcer la mise à la retraite sur la base de l'âge justifié ou reconnu en début de carrière, car il s'agit d'un des éléments sur lequel elle a fondé sa décision de recrutement originelle et accepté qu'il constitue sa carrière.

Le Ministre chargé des finances est tenu dès l'âge limite, de suspendre définitivement la solde de l'agent considéré, sa sortie du service étant d'ordre public. Il est admis que le mois au cours duquel l'âge limite est atteint soit entièrement payé. Dans ce cas, la pension n'est versée qu'à compter du mois suivant.

Notification en rappel de la mise à la retraite prochaine d'un agent lui sera faite par mention figurant sur la feuille de solde au cours de la période des douze mois précédant la date de son âge limite".

ARTICLE 7 : Les entreprises dont la liste figure en annexe n°7 de la présente loi font partie du programme de privatisation/désengagement de l'année 1996.

ARTICLE 8 : La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 6 JUIN 1996

Par le Président de la République,
Chef de l'État ;

EL HADJ Omar BONGO

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Dr. Paulin OBAME NGUEMA

Ministre des Finances, de l'Economie
du Budget et des Participations;

Marcel DOUPAMBY MATOKA

Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Simon OYONO ABA'A

ANNEXES

ANNEXE 1 : BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

	L.F.I 1996	L.F.R 1996	Ecart LFI/LFR
RECETTES TOTALES	**695 500**	**731 200**	**35 700**
Recettes fiscales	489 315	530 750	41 435
Recettes non fiscales	206 185	200 450	- 5 735
DEPENSES TOTALES	**654 600**	**666 600**	**12 000**
Dépenses de fonctionnement	**326 300**	**333 500**	7 200
Traitements et salaires	184 600	184 600	0
Biens et services	120 100	127 300	7 200
Transferts		21 600	0
Intérêts de la dette	**172 000**	**176 800**	**4 800**
Intérieure	20 100	30 100	10 000
Extérieure	151 900	146 700	- 5 200
Dépenses d'investissements	**156 300**	**156 300**	**0**
SOLDE BUDGETAIRE (base engagement)	**40 900**	**64 600**	**23 700**
FINANCEMENT	**- 190 600**	**- 64 600**	**126 000**
Reduction arriérés	- 70 000	- 70 000	0
Total des tirages extérieurs	100 000	100 000	0
Emprunts liés	65 000	65 000	0
Emprunts d'équilibre	35 000	35 000	0
Système bancaire	15 000	2 000	- 13 000
Aménagement de la dette	21 900	171 600	149 700
Reéchelonnement	0	149 700	149 700
Annulation	21 900	21 900	0
Amortissement	- 257 500	- 268 200	- 10 700
Dette extérieure	- 197 100	- 198 100	-1 000
Dette intérieure	- 60 400	- 70 100	- 9 700
Dépôts de l'Etat			
DEFICIT	**- 149 700**	**0**	**149 700**

ANNEXE 2 : BUDGET CONSOLIDE DES ADMINISTRATIONS

	1996
Recettes	**731 200**
Recettes du budget de l'Etat	714 200
Recettes des autres administrations	17 000
Dépenses	**666 600**
Dépenses fonctionnement du budget de l'Etat	316 500
Paiements d'intérêts de l'État	176 800
Investissement de l'État	156 300
Transferts aux autres administrations	17 000
Excédent budgétaire	**64 600**
Financement/utilisation de l'excédent	**-64 600**
Emprunt	100 000
Emprunts liés aux dépenses	65 000
Emprunts d'équilibre	35 000
Banque centrale et F.M.I.	2 000
Augmentation des arriérés de paiement (report de mandatement)	**(70 100)**
Emprunts extérieurs (autres financements nets)	
Aménagement de la dette extérieure	171 700
Rééchelonnement de la dette	149 800
Annulation de la dette	21 900
Amortissement de la dette extérieure (CAA)	(198 100)
Amortissement de la dette intérieure (CAA)	(36 800)
Amortissement de la dette gérée par le trésor	(28 300)
Autres dettes	(5 000)
DEFICIT	**0**

ANNEXE 3 : RECETTES

NATURE DES RECETTES	L.F.I 1996	L.F.R 1996	Ecart LFI/LFR
PARTIE I : RESSOURCES PROPRES	**695 500**	**731 200**	**35 700**
dont pétrole	415 850	418 900	3 050
Titre 1 : Recettes fiscales	**489 315**	**530 750**	**41 435**
Impôts sur le revenu	304 200	321 800	17 600
dont pétrole	228 100	230 000	1 900
Taxes sur les salaires	1 500	2 000	500
Droits et taxes sur la propriété	3 100	2 150	- 950
Taxes sur les biens et services	60 000	67 400	7 400
dont TVA	42 000	46 000	4 000
Droits et taxes de douanes	113 600	134 400	20 800
Autres taxes	6 915	3 000	- 3 915
Titre 2 : Revenus du domaine et des participations financières	**193 035**	**193 950**	**915**
dont pétrole	187 750	188 900	1 150
Titre 3 : Recettes diverses	**13 150**	**6 500**	**- 6 650**
Recettes des régies	0	0	0
Amendes, confiscations et saisies	2 140	1 800	- 340
Produits divers	10 610	4 600	- 6 010
Part française de l'assistance technique	0	0	0
Cession d'actifs	400	100	- 300
PARTIE II : RESSOURCES D'EMPRUNTS	**122 000**	**102 000**	**- 20 000**
Titre 4 : Emprunts liés aux dépenses	**65 000**	**65 000**	**0**
Emprunts liés aux investissements	65 000	65 000	0
Rééchelonnement de la dette extérieure			
Rééchelonnement de la dette intérieure			
Titre 5 : Emprunts d'équilibre	**57 000**	**37 000**	**- 20 000**
Banque centrale et FMI			
Annulation			
Emprunts extérieurs	35 000	35 000	0
Emprunts locaux	22 000	2 000	-20 000
Total des recettes du budget	**817 500**	**833 200**	**15 700**

ANNEXE 4 : DEPENSES

Nature des dépenses	L.F.I 1996	L.F.R 1996	Ecart
PARTIE I : DETTE PUBLIQUE	**334 900**	**343 400**	**8 500**
Titre 1 : Service de la dette	**334 900**	**343 400**	**8 500**
Fonds de service de la caisse Autonome d'Amortissement	284 900	293 400	8 500
Dette gérées par le Trésor Public	50 000		- 5 000
Rééchelonnement intérieure	0	5 000	5 000
PARTIE II : FONCTIONNEMENT	**326 300**	**333 500**	**7 200**
Titre 1 : Personnel permanent	**168 000**	**168 000**	**0**
Titre 2 : Main d'oeuvre non permanente	**16 600**	**16 600**	**0**
Titre 3 : Biens et services	**120 100**	**127 300**	**7 200**
Titre 4 : Transferts et interventions	**21 600**	**21 600**	**0**
PARTIE III : INVESTISSEMENTS	**156 300**	**156 300**	**0**
Titre 6 : Dépenses de développement dont reports			
Titre 7 : Dépenses d'équipements			
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES			
Titre 1 : Prêts et avances			
Avances aux agents de l'État			
Avances à l'économie			
Prêts à la construction			
Règlements correspondants			
Total des dépenses du Budget	**817 500**	**833 200**	**15 700**

ANNEXE 5: RECETTES FISCALES

Article	Nature de la recette	L.F.I. 1996	L.F.R. 1996	Ecarts LFI/LFR
11.00	**Impôts sur le revenu et les bénéfices**	**304 200**	**321 800**	**17 600**
11.10	**Impôts sur les sociétés**	**269 400**	**282 100**	**12 700**
11.12	Sociétés pétrolières	228 100	230 000	1900
11.13	Sociétés minières	6 600	6 600	0
11.11	Autres sociétés	31 700	42 000	10 300
11.14	Retenues à la source	3 000	3 500	500
11.20	**Impôts sur les personnes**	**33 800**	**34 600**	**800**
11.21	Impôts sur le revenu des personnes physiques	2 500	2 100	- 400
11.22	Acomptes versés par les salariés	15 500	18 500	3 000
11.23	Taxe complémentaire sur les salaires	15 100	13 500	- 1 600
11.24	Impôts forfaitaire sur le revenu	700	500	- 200
11.30	**Impôts sur le revenu des valeurs mobilières**	**500**	**4 000**	**3 500**
11.90	**Pénalités sur le revenu et les bénéfices**	**500**	**1 100**	**600**
12.20	**Versement forfaitaire sur les salaires**	**1 500**	**2 000**	**500**
13.00	**Droits et taxes sur la propriété**	**3 100**	**2 150**	**- 950**
13.11	Taxes sur les terrains et valeurs locatives	0	0	0
13.12	Taxe sur les biens de main morte	200	150	- 50
13.14	Droits de mutation et d'enregistrement	2 900	2 000	- 900
14.00	**Taxes sur les biens et services**	**60 000**	**67 400**	**7 400**
14.10	Taxe sur le chiffre d'affaires intérieur	0	2100	2 100
14.11	Taux normal	0	1 000	1 000
14.12	Taux majoré	0	800	800
14.13	Taux réduit	0	200	200
14.14	Taux précompté par l'Etat	0	100	100
14.20	Taxes sur les transactions	0	1 300	1 300
14.21	Taxes sur la valeur ajoutée	42 000	46 000	4 000
14.22	Taxe sur les opérations financières	3 000	3 000	0
14.24	Droits d'accises	3 500	3 500	0
14.30	Taxes sur les assurances	2 500	2 500	0
14.40	Taxes sur les loyers	3 000	3 000	0
14.50	Taxes sur les produits raffinés	6 000	6 000	0
15.00	**Droits et taxes de douanes**	**113 600**	**134 400**	**20 800**
15.10	Droits et taxes à l'importation	87 100	114 300	27 200
15.20	Droits et taxes à l'exportation	26 500	20 100	- 6 400
19.00	**Autres taxes**	**6 915**	**3 000**	**-3 915**
	Total des recettes fiscales	**489 315**	**530 750**	**41 435**

ANNEXE 6 : RECETTES NON FISCALES

Article	Nature de la recette	L.F.I. 1996	L.F.R. 1996	Ecart LFI/LFR
20.00	**Recettes du domaine public**	**193 035**	**193 950**	**915**
22.10	Revenus du domaine foncier	35	100	65
22.22	**Revenus du domaine forestier**	**2000**	**2700**	**700**
22.30	**Revenus du domaine pétrolier**	**179 250**	**177 100**	**-2 150**
22.31	Redevance pétrolière	140 000	158 000	18 000
22.32	Contrat de partage	39 000	19 000	-20 000
22.33	Redevance superficiaire	250	100	-150
22.34	Boni sur attribution de permis	0	0	0
22.40	**Revenus du domaine minier**	**2 000**	**1 000**	**-1 000**
22.50	**Revenus des participations**	**9 750**	**13 050**	**3 300**
22.51	Participations dans les sociétés pétrolières	8 500	11 800	3 300
22.52	Participations dans les autres sociétés	1 250	1 250	0
30.00	**Autres recettes**	**13 150**	**6 500**	**- 6 650**
31.00	Recettes de régies	0	0	0
32.00	Amandes, confiscation et saisies	2 140	1 800	-340
33.00	Autres recettes	10 610	4 600	- 6 010
34.00	Part française de l'assistance technique	0	0	0
35.00	Cessions d'actifs	400	100	- 300
	Total des recettes non fiscales	**206 185**	**200 450**	**- 5 735**

ANNEXE 7 : LISTE DES ENTREPRISES DU PROGRAMME DE PRIVATISATION / DESENGAGEMENT 1996

N°	Entreprises	Part Etat	Modalités
1.	Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG)	64%	Concession
2.	Office du Chemin de fer Transgabonais (OCTRA)	100%	Concession
3.	Office des Postes et Télécommunications (OPT)	100%	Scission- Cession d'actions
	Société de Télécommunications Internationales Gabonaises (TIG)	61%	Fusion- Cession d'actions
4	Société de Développement d'Agriculture au Gabon (AGROGABON)	96%	Cession d'actions
5.	Société Agricole de Port-Gentil (AGRIPOG)	55%	Cession d'actions
6.	Compagnie Forestière du Gabon (CFG)	52%	Cession d'actions
7.	Société de Développement d'Hévéaculture au Gabon (HEVEGAB)	95%	Cession d'actions
8.	Sociétés des Ciments du Gabon	91%	Cession d'actions
9.	Société Nationale d'Acconage et de Transit (SNAT)	51%	Cession d'actions
10.	Société d'Exploitation Commerciale Africaine - Société Gabonaise de Distribution (CECA GADIS)	29%	Cession d'actions
11.	Société Gabon Informatique	36%	Cession d'actions
12.	Société PIZO de Formulation de Lubrifiants (PIZOLUB)	49%	Cession d'actions
13.	Société Gabonaise de Fûts (SOGAFUTS)	59%	Cession d'actions
14.	Banque PARIBAS GABON	51%	Cession
15.	Entreprises à participation de l'Etat à 10%, acquise dans le cadre du Code des Participations	10%	Cession d'actions

MULTIPRESS-GABON D.L.B.N. 1257/06-96 D. N° 4042